

Publié le 29 Mars 2013

David PUJADAS

Bonsoir, Monsieur le Président.

François HOLLANDE

Bonsoir.

David PUJADAS

Merci d'accorder à FRANCE 2 ce grand entretien. On va tenter d'aller droit au but. Il y a de la déception, il y a de la désillusion : croissance zéro, chômage record, pouvoir d'achat, déficits. Alors, où va la France ? Quel est le cap ? On va parler du rythme des réformes, de cette rigueur qui paraît sans fin. On va aussi parler de sujets qui concernent directement les Français : les allocations, les retraites, la délinquance peut-être.

Mais d'abord, un mot plus personnel, qui concerne vous et qui concerne l'exercice du pouvoir. Pour le résumer, on pourrait dire que beaucoup se demandent si, dans ce qui ressemble à une tempête, vous avez l'autorité, le tempérament pour tenir la barre d'une main ferme ?

François HOLLANDE

Merci d'abord pour votre invitation. Quand je me suis présenté à l'élection présidentielle, je connaissais la situation du pays.

David PUJADAS

Vraiment ?

François HOLLANDE

Je savais la crise qui nous frappait, frappait l'Europe. Je savais qu'il y avait depuis cinq ans une augmentation du chômage : un million de chômeurs en plus. Je savais qu'il y avait des déficits.

David PUJADAS

Vous ne l'avez pas sous-estimée ?

François HOLLANDE

Comment l'aurais-je sous-estimée ? En revanche, ce que nous n'avions pas anticipé, c'était que cette crise allait encore durer plus longtemps que prévu. Alors, qu'est-ce que j'ai fait ? J'ai simplement annoncé des mesures ? Non, j'ai mis en place une politique. Tous les outils sont là. C'est cette politique-

là, tous les outils-là qui maintenant vont être mis en œuvre pour atteindre l'objectif. Quel est l'objectif ? Parce que je suis lucide, je suis conscient, j'ai les yeux ouverts...

David PUJADAS

Vous entendez ce qui se dit, vous entendez !

François HOLLANDE

Je regarde et j'entends !

David PUJADAS

Où est le cap ? Où est la feuille de route ?

François HOLLANDE

Il y a un chômage qui progresse, continument, je l'ai dit. Sur les 60 derniers mois, 52 avec une augmentation du chômage. Donc, mon premier objectif et je l'ai affirmé, c'est d'inverser la courbe du chômage à la fin de l'année. D'inverser, ça veut dire quoi ?

David PUJADAS

Beaucoup pensent que c'est un vœu pieux !

François HOLLANDE

Ça veut dire quoi inverser ? Ça veut dire que ça va augmenter jusqu'à la fin de l'année – nous en subissons encore les effets – et puis, à la fin de l'année, nous serons dans une baisse du nombre de chômeurs. Est-ce que c'est un vœu ? Non. Ce n'est pas non plus un pronostic. C'est un engagement et une bataille. Je la mène cette bataille et je vais y mettre tous les moyens. Les moyens, je ne vais pas avoir à les inventer, ils sont là. Il y a les emplois d'avenir – nous allons en parler – pour les jeunes, ceux qui sont sans qualification, ils seront 150 000 avant la fin de l'année.

David PUJADAS

Ça part lentement !

François HOLLANDE

Ça part lentement, mais ça arrivera sûrement !

David PUJADAS

Plus lentement que prévu !

François HOLLANDE

Ce qui compte, c'est d'arriver à avoir autant de jeunes que nous en avons souhaité. Remettre le pied à l'étrier pour ces jeunes souvent des quartiers difficiles...

David PUJADAS

Surtout dans le secteur public, ces emplois d'avenir !

François HOLLANDE

Oui, cela, c'est fait pour le secteur public et le secteur associatif. Et puis, il y a le contrat de génération. Cela vient d'être voté, mis en œuvre, dès le mois de mars et cela va augmenter : 70 000 à 80 000 créations d'emplois pour les jeunes et de maintien des seniors, c'est-à-dire de ceux qui peuvent leur transmettre leur expérience, dans l'entreprise. Mais je ne vais pas simplement mettre en œuvre ces outils-là.

J'ai également décidé, c'était au mois de novembre, de faire ce qu'on appelle le pacte de compétitivité. Cela veut dire quoi ? Parce que c'est des mots, ce que les Français veulent comprendre, c'est ce qui va se passer. Pour toutes les entreprises, en 2013, elles vont avoir une diminution de l'ensemble de leur masse salariale de 4 %. Avec cela, ces entreprises peuvent investir, embaucher, exporter, faire tout ce que peut faire une entreprise quand elle l'affronte, et elle affronte aujourd'hui, l'entreprise France, la compétition. Cela se met donc en œuvre tout de suite. Mais je ne me suis pas arrêté là.

J'ai créé une Banque publique d'investissement. Pour quoi faire ? Pour qu'il y ait des moyens financiers qui soient apportés justement aux entreprises en fonds propres, en prêts, toute forme de participation pour les amener vers des filières que nous considérons comme stratégiques, prioritaires. Lesquelles ? La transition énergétique, les énergies nouvelles, la santé, l'économie du vivant, les biotechnologies, l'automobile, la voiture propre et puis aussi tout ce qui a trait au logement. Donc, on met en place cette politique.

David PUJADAS

La boîte à outils, on l'a entendu, on va parler de certains de ces outils en détail. Mais d'abord, simplement, un mot. Quand vous dites « je n'ai pas sous-estimé la crise », on avait cru comprendre, on avait cru entendre que vous disiez « cette crise, elle est passagère », « la crise de l'euro est derrière nous », vous aviez prononcé ces mots au début de l'année dernière, par exemple.

François HOLLANDE

Bien sûr. Qu'est-ce qu'on a réglé jusqu'à présent ? J'y ai contribué puissamment, c'est précisément la crise de la zone euro.

David PUJADAS

Elle n'est pas réglée, il y a eu Chypre encore récemment !

François HOLLANDE

Il y a encore Chypre, mais...

David PUJADAS

Peut-être la Slovaquie demain !

François HOLLANDE

Là, ce sont des pays de taille modeste, que nous traitons, non sans difficulté, compte tenu des excès du système financier.

David PUJADAS

L'Italie est toujours fragile !

François HOLLANDE

L'Italie, fragile...

David PUJADAS

C'est un grand pays !

François HOLLANDE

Les mécanismes, là encore, ont été introduits depuis dix mois. Parce que je vous rappelle que je suis président de la République depuis dix mois, pas depuis dix ans. Je n'ai pas la responsabilité du pays depuis dix ans ! Depuis dix mois. Mais moi, je ne me défais pas. Je suis là, je suis président, ce n'est pas pour me mettre en contradiction avec mon prédécesseur, c'est pour régler l'état du pays pour le léguer éventuellement à mon successeur. Donc...

David PUJADAS

Vous aviez fait – pardon, Monsieur le Président – les prévisions de croissance de plus de 1,5 % pour cette année 2013 ou pour l'année 2014 et les suivantes... On voit bien que cette croissance ne sera pas au rendez-vous, donc que cette crise est plus forte que ce que vous aviez imaginé.

François HOLLANDE

Quand je suis arrivé aux responsabilités de la France, les prévisions de la Commission européenne, de tous les instituts pour l'année 2013, c'était 1,2 %. Moi-même, j'ai considéré que cette prévision n'était pas réaliste, c'était celle de mon prédécesseur, ce n'était pas réaliste. Je ne lui en fais pas reproche, tout le monde était sur cette hypothèse-là.

J'ai déjà corrigé au mois de septembre en disant on ne fera pas 1,2 %, on ne fera que 0,8 au mieux. Et puis, j'ai eu aussi la franchise de dire : mais non, finalement, on ne va pas faire 0,8 parce que l'Europe est en récession, en *ré-ces-sion*. En Italie, Espagne, Portugal, Belgique, Royaume-Uni..., ce n'est pas une croissance que ces pays connaissent, c'est une décroissance, une récession. Nous, on ne va pas s'en vanter, on est croissance zéro, nulle. Quand on est en croissance zéro, on ne crée pas d'emploi. Donc, j'ai pris des mesures pour tenir compte de cette situation.

Quelle est ma priorité ? Quel est mon cap ? Ma priorité, je l'ai dit, c'est l'emploi, mais mon cap, c'est la croissance, je veux que la France connaisse une croissance. Pourquoi une croissance ? Parce que c'est la production nationale qui est en cause. Quand je vois les images, ce qui me heurte le plus, ce sont des entreprises qui ferment, ce sont des salariés qui ne comprennent pas ce qui leur arrive, ce sont les décisions douloureuses qui sont prises, parfois par des petites entreprises, où on arrête une activité ! Donc, j'ai ce devoir de remettre de la croissance.

David PUJADAS

Restaurer la croissance. Si on vous entend bien...

François HOLLANDE

Donc, restaurer la croissance, cela veut dire quoi ? Renforcer la production nationale, la compétitivité ce que nous avons fait avec le pacte ; le crédit d'impôt qui va permettre aux entreprises d'avoir moins de charges et donc de pouvoir investir ; la Banque publique d'investissement ; les filières industrielles ; et puis, aussi réorienter l'Europe, parce que...

David PUJADAS

On va en parler un peu plus tard, mais je voudrais m'arrêter à cette fameuse boîte à outils. Vous nous dites « tous les outils sont là », il n'y aura plus de réforme d'ampleur pour la productivité, les outils sont là, il faut simplement les développer, on attend la croissance maintenant !

François HOLLANDE

Non. Les outils sont là, il faut les utiliser pleinement. Les entreprises, qu'elles prennent vraiment...

David PUJADAS

Ils sont suffisants ?

François HOLLANDE

Je vais y venir ! D'abord, il faut les utiliser. Je ne suis pas simplement dans des effets d'annonce. Les entreprises ont à disposition le pacte de compétitivité, le crédit d'impôt qui peut leur permettre d'alléger immédiatement leurs charges salariales.

David PUJADAS

Alors, est-ce qu'on en dit un mot ?

François HOLLANDE

Là-dessus, la Banque publique d'investissement est même prête à avancer l'argent nécessaire.

David PUJADAS

Lorsque Louis GALLOIS, qui est une référence à gauche maintenant, parlait d'un « choc de compétitivité » pour ces entreprises...

François HOLLANDE

Pas simplement à gauche, pour le pays !

David PUJADAS

Pour le pays. Il parlait d'un montant de 30 à 50 milliards d'euros. Là, vous « donnez », entre guillemets, 20 milliards d'allègements aux entreprises pour diminuer le coût du travail. C'est quasiment le montant que vous leur avez pris avec les augmentations d'impôts. Est-ce que ce n'est pas... c'est ce que disent les entreprises, beaucoup de chefs d'entreprise...

François HOLLANDE

Oui, ce ne sont pas nécessairement les mêmes entreprises. C'est vrai qu'on a demandé aux entreprises un effort de l'ordre de 10 milliards d'euros et on leur a demandé cet effort essentiellement pour les plus grandes, celles qui étaient sur le marché international et qui avaient les moyens d'assurer cet effort. Nous avons épargné les petites et moyennes entreprises.

Mais il y avait un redressement à faire, tout le monde devait y participer. J'ai considéré que pour les années 2013 et 2014, toutes les entreprises françaises, dès lors qu'elles avaient un salarié, peuvent bénéficier de cet avantage, qui n'est pas un cadeau, qui est un soutien. Parce que, moi, je veux renforcer la production.

David PUJADAS

Un soutien à la compétitivité, ce sera suffisant, d'après vous, pour restaurer en partie cette compétitivité ? J'ai entendu aussi sur la BPI, bien sûr.

François HOLLANDE

Ce n'est pas encore suffisant, il y a la Banque publique d'investissement, il y a la loi bancaire parce que beaucoup d'entreprises souffrent d'un manque de crédit bancaire, donc nous devons leur apporter toutes les conditions pour trouver du crédit. J'ai fait relever le plafond du Livret A pour qu'il y ait davantage d'investissement, l'épargne pouvant aller vers le logement, vers la construction. Mais je pense que nous pouvons encore faire davantage.

Ce soir, je vais dire aux entreprises que nous allons faire un « choc de simplification ». C'est-à-dire, je l'ai déjà proposé pour le logement, que l'on va réduire de trois fois les délais pour les constructions, deux fois pour les contentieux – cela, c'est pour le logement. Je me suis dit : nous allons pouvoir trouver de la croissance aussi par la simplification, donc un choc de simplification.

David PUJADAS

C'est-à-dire, concrètement ?

François HOLLANDE

C'est-à-dire qu'aujourd'hui, une entreprise, une petite, elle est obligée de faire envoyer à l'administration 3 000 informations par an. 3 000 ! Pourquoi ?

David PUJADAS

Demain ?

François HOLLANDE

Demain, il faut réduire de deux fois à trois fois ce chiffre.

David PUJADAS

Beaucoup l'ont promis, peu l'ont fait.

François HOLLANDE

Moi, je suis dans l'obligation de faire. Je ne suis pas simplement dans une annonce permanente, je suis dans l'obligation de réussir. Parce que le pays ne peut plus attendre. La différence entre la situation d'aujourd'hui et celle qu'on a pu connaître dans le passé, c'est que la crise a été trop longue. Moi, j'ai le devoir de faire sortir la France de la crise. Donc, je vais y mettre tous les moyens. Je vous ai dit déjà toute la boîte à outils.

David PUJADAS

Mais vous nous dites : il n'y en aura pas d'autre, si ce n'est la simplification administrative.

François HOLLANDE

Si, si... Il y a encore beaucoup à faire ! Par exemple, sur la formation professionnelle, les chômeurs attendent parfois quinze mois – vous entendez ? Quinze mois – pour avoir une formation. Un quart des chômeurs attendent quinze mois, des chômeurs de longue durée ! Je vais proposer, avec les partenaires sociaux, qu'un chômeur sur deux puisse avoir une formation professionnelle dans le délai de deux mois, deux mois. Parce que c'est une obligation.

On met donc en place des mesures pour les entreprises, on met en place des mesures aussi pour le marché du travail avec l'accord – vous vous rendez compte, un accord ! On peut le contester, on peut le critiquer – passé entre les partenaires sociaux, les syndicats, pas tous, et le patronat, pour que les salariés soient mieux protégés et que les entreprises puissent avoir plus de souplesse lorsqu'il y a des difficultés de conjoncture.

David PUJADAS

Beaucoup ont salué cet accord, mais beaucoup se demandent s'il sera retranscrit tel quel par le Parlement, dans la loi, strictement.

François HOLLANDE

L'engagement que j'ai pris devant les partenaires sociaux, ceux qui ont signé, c'est que ce serait tout l'accord, rien que l'accord.

David PUJADAS

Même si une partie de votre majorité demande à ce qu'il...

François HOLLANDE

Il peut y avoir des corrections qui améliorent. Toute correction devra être approuvée par les signataires. C'est donc un engagement fort. Pourquoi ? Parce que j'ai voulu faire confiance aux partenaires sociaux. Jamais – vous vous rendez compte ! – jamais il n'y avait eu un accord entre partenaires sociaux sur cette question du marché du travail.

Pout les entreprises : compétitivité, marché du travail, choc maintenant de simplification. Pour les salariés : mieux protégés parce que cet accord va mieux les protéger par rapport aux plans sociaux. Pour qu'un plan social soit approuvé, il va falloir qu'il y ait un accord majoritaire dans l'entreprise avec les syndicats. S'il n'y a pas d'accord majoritaire, c'est l'administration du travail qui approuvera. Cela évitera tout ce qui se passe aujourd'hui avec un certain nombre d'entreprises qui licencient dans des conditions très douloureuses pour les salariés et même douloureuses pour les employeurs.

David PUJADAS

On va parler de l'autre grand chapitre de la politique économique que sont les finances publiques. Mais deux points d'abord sur cette compétitivité et sur la vie des entreprises. Beaucoup de chefs d'entreprise sont troublés parce qu'ils entendent des messages contradictoires. C'est vrai qu'il y a eu des messages contradictoires, qu'ils ont pu penser qu'ils n'étaient pas les bienvenus : il y a eu l'affaire des pigeons, il y a eu des propos de certains ministres qui laissent entendre que le chef d'entreprise, finalement, ce serait un nanti et pas forcément le créateur de richesse...

François HOLLANDE

Non.

David PUJADAS

Qu'est-ce que, vous, vous dites aux chefs d'entreprise ? Est-ce qu'ils sont les bienvenus ?

François HOLLANDE

D'abord, moi, je m'adresse à tous les Français. J'ai besoin de tous les Français, quelle que soit leur place dans la vie économique et sociale. J'ai besoin de tous, des salariés et des entrepreneurs, de tous ceux qui contribuent à l'activité, y compris de ceux qui ont travaillé beaucoup, qui peuvent encore donner beaucoup...

David PUJADAS

Vous leur dites : « Je compte sur vous » !

François HOLLANDE

Je compte sur les entrepreneurs et je vais le montrer. D'abord, je l'ai déjà acté par les mesures de confiance que j'ai prises : ce pacte de compétitivité, la réforme du marché du travail, cela n'avait jamais été fait jusque-là. J'ai été plus loin, on va investir dans les filières d'avenir, beaucoup de chefs d'entreprise qui sont dans les secteurs porteurs.

Parce que, moi, j'ai confiance dans la France. La France est un grand pays, la France, c'est un pays qui a une technologie très avancée. On en a encore fait la démonstration, aussi bien sur l'aéronautique que sur l'automobile ou sur les biotechnologies. On va donc investir dans les filières d'avenir. Donc, tous ceux qui s'interrogent : est-ce qu'on a une place encore dans cette compétition ? Est-ce qu'on ne va pas être débordé par les pays émergents ? Est-ce que l'Allemagne n'est pas plus forte que nous ? Non !

David PUJADAS

Il y en a certains qui partent aussi !

François HOLLANDE

Oui. Sur le plan fiscal, on l'a dit, il y a eu des mouvements ! J'ai pris deux décisions. La première, c'est sur la transmission d'entreprise, la cession d'entreprise, tous ceux qui ont créé une activité, qui, à un moment, parce qu'ils ont atteint l'âge ou parce qu'ils veulent céder une entreprise à des salariés ou à d'autres entrepreneurs, dans de bonnes conditions, on aménagera la fiscalité. Je mettrai à plat les choses pour que...

David PUJADAS

C'est-à-dire ?

François HOLLANDE

... Pour que ce soit plus simple et surtout moins coûteux pour ces chefs d'entreprise.

David PUJADAS

Allègement de la fiscalité sur la transmission des entreprises...

François HOLLANDE

... sur la transmission et sur la cession, lorsque c'est à des repreneurs qui permettent, bien sûr, le maintien, voire le développement de l'emploi.

Deuxième proposition, c'est pour donner un signe aussi – je l'avais annoncé dans la campagne – sur ces rémunérations extravagantes ! Parce que, moi, j'ai confiance dans les chefs d'entreprise, je pense qu'il faut qu'ils réussissent parce que leur réussite, c'est la nôtre. Mais, en même temps, quand il y a des rémunérations qui sont jugées très élevées...

J'avais souhaité qu'on introduise cette contribution de 75 %. Le Conseil constitutionnel a pris une décision, je la respecte, donc je vais procéder différemment. Dans les entreprises, d'abord, il doit y avoir une transparence des rémunérations. Dans les plus grandes entreprises, parce que cela ne se passe que dans les plus grandes entreprises, ces rémunérations au-dessus de 1 million d'euros ! Dans les grandes entreprises : transparence ! L'assemblée générale des actionnaires sera consultée sur ces rémunérations. Lorsque la rémunération dépasse 1 million d'euros, l'entreprise aura une contribution à payer qui, toutes impositions confondues, atteindra 75 %. Donc, je respecte pleinement l'engagement que j'ai pris.

David PUJADAS

Donc, c'est l'entreprise qui prendra en charge...

François HOLLANDE

C'est l'entreprise qui prendra en charge, les actionnaires d'ailleurs en délibéreront ! Quelle est mon idée ? Ce n'est pas de punir, ce n'est pas d'empêcher. C'est de dire : dans ce moment si difficile que l'on traverse et que beaucoup est demandé aux salariés, est-ce que ceux qui sont au plus haut des rémunérations ne peuvent pas faire pendant deux ans, deux ans, cet effort ? Pour ne pas être sur le champ fiscal des ménages, on va le faire du côté de l'entreprise.

David PUJADAS

Donc, ce n'est pas le salarié qui paiera, c'est l'entreprise qui paiera.

François HOLLANDE

Ce sera l'entreprise qui sera responsabilisée. Quel sera l'effet de cette disposition ? C'est que beaucoup de grandes entreprises qui pouvaient être tentées de rémunérer certains cadres dirigeants, très peu d'ailleurs, plus de 1 million d'euros, ces entreprises-là feront, j'imagine, pendant deux ans – sauf à

payer cette contribution qui sera au plus de 75 % – feront en sorte, peut-être, d’expliquer à ces cadres dirigeants que mieux vaut, pendant deux ans, faire cette pause.

D’ailleurs, il y a un exemple qui nous a été donné : l’accord qui a été passé par RENAULT pour garder les sites en France et faire qu’il y ait plus d’emplois en France. Qu’est-ce qu’on a demandé au président de RENAULT ? De diminuer sa rémunération. C’est le même esprit.

David PUJADAS

Alors, puisque vous parlez des impôts, il y avait eu un engagement de pris – on va parler de la fiscalité de manière plus générale –, il y avait eu un engagement de pris : après le choc fiscal de 2013, plus d’augmentation d’impôt. Est-ce que, là, il n’y a pas un problème de sincérité de la parole publique ? On voit que pour 2014, déjà, il y aura 6 milliards d’impôts supplémentaires parce que certaines ressources s’éteignaient après l’année 2012. Est-ce que vous pouvez dire ce soir, dans le reste du quinquennat, oui, il n’y aura plus d’augmentation d’impôt, on fera par la dépense ?

François HOLLANDE

Je vais parler d’abord de l’année 2013. Nous sommes en 2013, ceux qui nous écoutent veulent savoir qu’est-ce qui va se passer, nous avons pris des décisions difficiles en 2012 pour 2013. Nous avons demandé aux plus hauts revenus, mais pas qu’aux plus hauts revenus, c’est vrai...

David PUJADAS

Tous les revenus, on a vu la diminution du pouvoir d’achat, c’est dû à l’augmentation des impôts !

François HOLLANDE

Non. C’est dû à des décisions qui avaient été prises avant nous, pour 13 milliards d’euros ; et par nous – par moi donc, j’assume toutes les responsabilités – pour 7 milliards d’euros. Parce que nous devons absolument garder l’objectif des déficits publics. La preuve...

David PUJADAS

Alors que vous aviez laissé entendre que c’était les plus riches seulement qui paieraient cette augmentation d’impôt...

François HOLLANDE

Oui, pour l’essentiel, cela a été les plus favorisés. Mais j’en conviens, il y a eu beaucoup de petites taxes qui ont été demandées...

David PUJADAS

Est-ce que vous l’aviez dit pendant la campagne ? Parce que c’est beaucoup ce qu’on vous reproche aussi souvent : il n’a pas dit ce qu’il fait aujourd’hui.

François HOLLANDE

Si. Vous m'avez suffisamment interrogé pour savoir que j'ai toujours dit que ce serait difficile pendant deux ans...

David PUJADAS

Pour tout le monde ?

François HOLLANDE

Pour tout le monde.

David PUJADAS

Vous disiez pour les plus riches...

François HOLLANDE

Pour les plus riches, je pense que cela a été un effort qu'eux-mêmes ont regardé comme significatif, si j'en crois un certain nombre de déclarations. Reportez-vous à certaines...

David PUJADAS

Cela n'a pas forcément été compris...

François HOLLANDE

... A certains propos fracassants. Mais c'est plus dur, je l'ai dit, c'est plus dur ! Parce que qu'est-ce que j'avais comme solution quand j'arrive : laissez filer le déficit ? Etre sanctionné par les marchés ? Bruxelles ? Je m'y suis refusé. Parce que j'ai le sens de l'indépendance de mon pays, de la souveraineté.

David PUJADAS

Diminuer les dépenses davantage...

François HOLLANDE

Diminuer les dépenses, je ne pouvais pas le faire en 2012, les budgets avaient été votés, je ne pouvais pas réduire telle ou telle dépense déjà en fait « dépensée ». J'arrive au mois de mai. Donc, pour 2012, on a pris des décisions qui ont des effets en 2013 et que les Français vont avoir à vivre.

Aujourd'hui, on a moins de croissance que prévu, je pourrais dire : on va encore demander un effort supplémentaire. Eh bien non ! En 2013, on va faire des économies pour qu'il n'y ait pas d'efforts de plus demandés aux Français.

David PUJADAS

Sauf les 6 milliards ?

François HOLLANDE

Non, cela, c'est pour 2014. 2014 ! J'ai annoncé, depuis la fin du mois de décembre dernier, qu'il y aurait une augmentation de la TVA en 2014 pour financer le pacte de compétitivité et la baisse des 20 milliards sur la masse salariale des entreprises pour leur permettre d'embaucher. Donc ces 20 milliards, je dois trouver à les financer. Donc j'ai dit : une partie en économies ; une autre, cela sera l'augmentation de la TVA au taux supérieur, le taux intermédiaire et une baisse de la TVA ...

David PUJADAS

Sur les produits de première nécessité ...

François HOLLANDE

...pour que le pouvoir d'achat des Français ne soit pas affecté trop. Donc j'ai déjà annoncé cela. Eh bien, pour 2014 en dehors de cette disposition pour les ménages, il n'y aura aucune autre augmentation d'impôt.

David PUJADAS

Ni de taxe ?

François HOLLANDE

Ni de taxe... Pour financer la Sécurité sociale, nous en reparlerons. Je parle de l'Etat : il n'y aura pas d'augmentation d'un autre impôt que celui que j'ai annoncé.

David PUJADAS

Et les collectivités locales ?

François HOLLANDE

Les collectivités locales, elles sont libres, maîtresses de leurs décisions. Elles doivent faire un effort ; je leur ai demandé de faire un effort parce que les dotations de l'Etat vont être en diminution de 1,5 milliard. Chacun doit prendre sa part. Elles l'ont compris. Ce n'est pas facile mais chacun est pris dans ce processus d'économie.

Comment faire, donc, pour qu'il n'y ait pas d'augmentation d'impôts ? Faire des économies, faire des économies.

David PUJADAS

Alors, j'ai une question très simple à vous poser ...

François HOLLANDE

Parce que faire des économies ...

David PUJADAS

...j'ai une question très simple à vous poser là-dessus.

François HOLLANDE

...c'est la seule façon de ne pas défaire l'économie.

David PUJADAS

C'est ce que vous demande aussi la Cour des comptes. On en parle beaucoup de ces économies de dépenses publiques. Est-ce que vous pouvez nous citer, ce soir, une réforme qui fasse baisser de façon importante la dépense publique à ce jour ?

François HOLLANDE

La dépense de l'Etat, on parlera après ...

David PUJADAS

La dépense de l'Etat.

François HOLLANDE

...de la Sécurité sociale. Dépense de l'Etat : on va regrouper tous les achats que font les administrations.

David PUJADAS

Quelle économie ?

François HOLLANDE

Deux milliards. On va dématérialiser toutes les pièces. Vous avez vu, cela commence avec les déclarations d'impôts. Tout va être dématérialisé, une économie de plusieurs centaines de millions d'euros. On va simplifier, je vous dis : le choc de simplification, ce n'est pas simplement une économie pour les entreprises. Cela va être une économie aussi pour l'Etat parce qu'on va demander beaucoup moins de pièces ; on va faire beaucoup moins de contrôles ; on va faire beaucoup moins de poursuites inutiles aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises que pour les collectivités locales. Le choc de simplification, il va aussi concerner les collectivités locales, toutes ces normes dont les élus sont

las parce que cela leur coûte, parce que cela les ralentit... Eh bien, ce choc de simplification, il va également permettre aux collectivités locales de faire des économies !

David PUJADAS

Alors, cela c'est le fonctionnement.

François HOLLANDE

Alors ...

David PUJADAS

Est-ce qu'il y a dans les réformes de structure – vous savez, on parle beaucoup des réformes de structure ...

François HOLLANDE

Oui ...

David PUJADAS

...une réforme que vous allez faire ? Quand on regarde la Suède, le Canada, des pays parfois socio-démocrates, ils ont évalué les missions de l'Etat ...

François HOLLANDE

Oui.

David PUJADAS

...ils ont décidé de se passer de certaines missions, parfois de privatiser certains services ; que l'on sache, la social-démocratie suédoise ne fonctionne pas si mal. Pourquoi la France ne fait pas la même chose ?

François HOLLANDE

Mais nous allons le faire ! Nous avons engagé, je vous rappelle, une mission d'évaluation des politiques publiques : formation professionnelle, politique familiale, nous allons en reparler, politique à l'égard des collectivités locales..., tout cela va donc être revu. Par exemple, la décentralisation. Ce n'est pas simplement pour transférer des compétences. C'est pour éviter qu'il y ait des superpositions, des doublons que finalement chacun s'ajoute à la cause commune...

David PUJADAS

Mais Monsieur le Président ...

François HOLLANDE

...mais donc à la caisse commune.

David PUJADAS

...on a le sentiment que ces doublons, ils ont été identifiés depuis longtemps.

François HOLLANDE

Bah, on va le faire !

David PUJADAS

Il y a des rapports de la Cour des comptes qui s'entassent dans tous les tiroirs.

François HOLLANDE

Eh bien, cela va être fait. La différence, c'est que moi, je ne suis pas dans le constat ; je suis dans l'action. Et je vais vous donner juste un chiffre pour que chacun comprenne bien. Les dépenses de l'Etat, elles ont toujours augmenté, toujours. Je ne parle pas simplement des cinq dernières années, je parle des trente, quarante dernières années. Toujours ! C'est-à-dire on dépensait l'année 2012 plus que l'année 2011. L'année 2013, on va dépenser autant qu'en 2012. Autant ! Et l'année 2014, l'Etat va dépenser moins qu'en 2013 : 1,5 milliard en moins. Pourquoi je fais cela ? Parce que toute économie que je réalise, c'est un impôt en moins pour les Français qui leur sera donc épargné.

David PUJADAS

Est-ce que vous allez supprimer par exemple un échelon de collectivité locale ? On a la commune, la communauté de communes, le département, la région ?

François HOLLANDE

Dans la loi de décentralisation, il y aura l'institution des métropoles. Très important les métropoles ! Parce que maintenant, les collectivités doivent être à taille européenne.

David PUJADAS

Là, on rajoute, on n'enlève pas !

François HOLLANDE

Non, non, cela va donc agréger des collectivités qui sont aujourd'hui dans des communautés. Il y a même des métropoles qui vont absorber une partie des compétences des départements. Donc on fait ce travail. On le fait avec pragmatisme et on le fait avec respect, mais on le fait.

David PUJADAS

Alors, quelques exemples précis de dépenses et là, on ne parle pas forcément de l'Etat mais peut-être des budgets sociaux. Les allocations familiales, est-ce que vous êtes décidé à en priver les ménages les plus riches ou à les réduire pour les ménages les plus riches ou bien à les fiscaliser ?

François HOLLANDE

Pour que chacun comprenne pourquoi on parle de la politique familiale, d'abord, c'est une grande réussite, la politique familiale française. Vous avez entendu le chiffre, pas simplement dû à des prestations ...

David PUJADAS

C'est la bonne nouvelle économique du jour, a dit Julian BUGIER !

François HOLLANDE

Nous avons, depuis des années et des années, le plus fort taux de natalité d'Europe, la fécondité la plus prospère si je puis dire. Donc c'est quand même un sujet de satisfaction. Cela tient en partie à la politique familiale. Alors qu'il faille faire des réajustements, aider mieux la garde des enfants, je le ferai. Mais il y a deux milliards de déficits, c'est-à-dire que nous n'équilibrons plus, depuis plusieurs années, la branche famille. Les recettes sont inférieures aux dépenses de deux milliards.

On fera donc des économies. Mais il y a deux principes que je vais fixer tout de suite pour que cela soit bien au clair : il n'y aura pas de fiscalisation des prestations familiales parce que c'est absurde. On ne va pas donner d'un côté pour reprendre de l'autre, non !

David PUJADAS

Et une réduction ?

François HOLLANDE

Deuxièmement, on va garder l'universalité des prestations familiales, des allocations familiales pour être précis. Mais que les plus hauts revenus aient les mêmes allocations familiales que les plus bas, non, cela sera revu.

David PUJADAS

Les retraites. Est-ce qu'il y aura un allongement de la durée de cotisation ou est-ce qu'il y aura une désindexation des pensions sur l'allongement de la durée de cotisations ? On a senti que même à gauche, il y avait des gens, Henri EMMANUELLI ; Jean-Marie LE GUEN qui semblaient dire qu'il fallait ...

François HOLLANDE

Pourquoi « même à gauche » parce que ...

David PUJADAS

...parce que pendant longtemps, la gauche a semblé refusé cet allongement !

François HOLLANDE

Non. Ce qu'on a refusé – j'ai été à un moment dans cette situation d'opposition, il ne faut jamais être systématique dans l'opposition, c'était vrai hier, cela peut être vrai aujourd'hui – mais ce que j'avais refusé...

David PUJADAS

C'est un regret que vous exprimez parfois ?

François HOLLANDE

Non. Ce que j'avais refusé, c'était l'inégalité, c'est-à-dire que ceux qui avaient cotisé longtemps, on leur demandait de cotiser encore davantage et c'est la raison pour laquelle, dès mon arrivée, ceux qui avaient fait leurs 41 années de cotisations, ils ont pu partir à 60 ans. Pour moi, c'était un principe de justice fondamental.

David PUJADAS

Et aujourd'hui pour le régime général ?

François HOLLANDE

Aujourd'hui, pour ceux-là, pour ceux qui auront cotisé longtemps, ils doivent pouvoir partir à temps. Mais comme on vit plus longtemps, l'espérance de vie s'allonge. Très bien, il va falloir avoir des durées de cotisations plus longues. Cela sera l'objet de la négociation avec les partenaires sociaux. Vous me posez une question précise, je vous réponds précisément.

Mais nous n'en aurons pas fini pour autant parce que, aujourd'hui, malgré la réforme qui était annoncée comme la dernière – il faut toujours se méfier de ceux qui disent « c'est la dernière, c'est la dernière ». J'évite donc de faire moi-même cette annonce. Mais vous avez dit « c'est la dernière », on a 20 milliards d'euros de déficit en 2020. 20 milliards d'euros ! Et on en a forcément dans les prochaines années. Donc il va falloir faire un effort aussi pour 2014, 2015. Les partenaires sociaux ont été très responsables puisqu'il y a eu un accord sur les retraites complémentaires ...

David PUJADAS

Complémentaires.

François HOLLANDE

Et franchement avec des mesures très courageuses parce que douloureuses.

David PUJADAS

Il peut servir d'exemple.

François HOLLANDE

Parce que justement il a été fait sur un certain nombre de critères qui concernaient les retraites complémentaires, il faudra faire différemment pour le régime de base.

David PUJADAS

Mais sur le principe de la désindexation, c'est-à-dire de la diminution des pensions ?

François HOLLANDE

Pas pour les petites retraites, c'est impossible.

David PUJADAS

Mais pour les autres, ce n'est pas exclu.

François HOLLANDE

Pas pour les retraites de base. C'est impossible que nous soyons dans une remise en cause de ce qui est le droit fondamental pour les retraités d'avoir le maintien de leur pension. Il y aura donc une discussion sur les paramètres, tous les paramètres : cotisations, indexation et allongement de la durée de cotisation.

David PUJADAS

Est-ce que l'indemnisation du chômage sera réformée ? Vous savez ce que l'on dit, la France est très généreuse notamment pour les plus hauts revenus et notamment pour la durée d'indemnisation ?

François HOLLANDE

Cela, c'est une négociation entre partenaires sociaux. Vous savez que c'est l'UNEDIC qui en a la responsabilité – maintenant c'est Pôle Emploi – mais c'est l'UNEDIC partenaires sociaux. Il y aura donc cette négociation. Qu'est-ce que je veux ...

David PUJADAS

Cela peut être un frein à l'emploi pour vous ce régime aujourd'hui ?

François HOLLANDE

Qu'est-ce que je veux, moi, comme réforme si j'avais un conseil à donner aux partenaires sociaux ? C'est qu'il faut que le système d'indemnisation encourage le retour vers l'emploi et que l'on puisse même avoir des systèmes d'indemnisation qui se cumulent davantage qu'aujourd'hui avec la reprise d'un emploi à temps partiel, même à temps partiel. On aura donc à revoir ces procédures, y compris d'ailleurs ce que l'on appelait le RSA-activité qui était l'idée de Martin HIRSCH, qui était une bonne idée et qui n'a pas véritablement fonctionné. Donc il va falloir que l'on donne cette incitation, plus forte qu'aujourd'hui, à la reprise du travail.

David PUJADAS

Vous ne prononcez pas le mot mais vous redoutez l'assistanat ?

François HOLLANDE

Je me méfie de ces mots parce que c'est toujours laisser penser que celui qui touche une prestation n'y aurait pas droit ou serait un fraudeur potentiel. Vous savez, celui qui est chômeur aujourd'hui, il ne l'a pas voulu. Le million de chômeurs des cinq dernières années, ce n'est pas un million de gens qui se seraient précipités à Pôle Emploi pour avoir une indemnité, non.

Il va donc falloir aussi faire cette réforme de la formation professionnelle. Ce que je veux, c'est que ceux qui sont au chômage puissent se dire : c'est une difficulté mais je vais avoir une chance, je vais avoir une espèce de contrat – on va peut-être faire d'ailleurs cette procédure, ce contrat avec Pôle Emploi – je suis à Pôle Emploi, je vais me former, je vais me qualifier, on va m'en donner les moyens et je vais pouvoir retrouver un emploi plus rapidement...

David PUJADAS

Dernier point précis sur les dépenses parce que l'heure tourne. Là, on ne parle plus des budgets sociaux mais bien du budget de l'Etat, la Défense. Vous avez vu qu'il y a un débat très important. Il y aura des économies, si on l'a compris, de toute façon. Le ministère de la Défense souhaite des économies limitées : en gros 181 milliards, si on a bien compris, sur cinq ou six ans à partir de 2014. Bercy souhaite des économies plus fortes. Est-ce que vous avez arbitré ce débat qui est important pour la souveraineté de la France ?

François HOLLANDE

Juste un mot, une réflexion. On me dit : « il faut faire des économies et montrez que vous allez faire des économies ! » Je parle de politique familiale : « pas touche à la politique familiale » et je le comprends, c'est un bien commun. On parle de la Défense. La Défense, c'est un peu plus de 30 milliards d'euros ...

David PUJADAS

Par an ...

François HOLLANDE

...par an. Donc sur 282 milliards de dépenses de l'Etat, c'est important. On me dit : « attention, on ne touche pas à la Défense ». Si je suivais tous ceux qui me disent : « il faut faire des économies mais on ne touche pas à tel ou tel bloc de dépense », je ne ferai plus rien.

Sauf que sur la Défense, je suis chef de l'Etat, chef des Armées. J'ai pu apprécier la qualité de notre outil militaire. J'ai pu l'apprécier dans l'intervention de la France au Mali, nous en reparlerons. Je sais ce qu'est l'indépendance nationale, parce que la France, c'est un grand pays. Il peut décider seul, y compris d'aller sauver un pays comme le Mali. Il n'a pas besoin de demander l'autorisation à qui que ce soit. Nous avons une arme nucléaire. On peut penser ce que l'on veut de cette arme nucléaire. Je sais qu'il y a un certain nombre de nos concitoyens qui y sont hostiles. Moi, je leur dis : c'est notre garantie, c'est notre protection ultime ...

David PUJADAS

Il faut la conserver en l'état ?

François HOLLANDE

Il faut la conserver et même la moderniser. Et enfin, on doit protéger notre territoire parce que ce qui est un fait, hélas, que je constate, c'est que les menaces, elles augmentent et les budgets militaires, ils diminuent.

David PUJADAS

Ces trois missions là ...

François HOLLANDE

Il faut donc : autonomie de décision ; protection du territoire ; dissuasion. Il faut maintenir. Et donc l'annonce que je vous fais – pour éviter que ce débat continue de se dérouler même s'il est légitime, puisque cela sera le débat de ce que l'on appelle la loi de programmation militaire – nous dépenserons en 2014 exactement le même montant qu'en 2013. Et nous avons été bien défendus en 2013 ; nous serons bien défendus en 2014.

David PUJADAS

Et ensuite ?

François HOLLANDE

Et ainsi, ce sera la même somme qui sera donc affectée à l'outil de défense...

David PUJADAS

Pour la loi de programmation en 2014/2020 ?

François HOLLANDE

... pour la loi de programmation.

David PUJADAS

...ce sera la même chose ? 2019, ce sera la même chose ?

On va parler de l'Europe et clore ce chapitre économie. Si on vous a bien entendu, vous nous dites que les outils sont tous là, il y en aura quelques-uns de nouveau ...

François HOLLANDE

Oui.

David PUJADAS

Vous nous avez parlé des normes, vous avez parlé de la formation mais grosso modo, vous dites aux Français ce soir : les outils sont là, les voiles sont levées, on attend que la croissance revienne pour nous pousser !

François HOLLANDE

Non, non, non ! Si on attend la croissance, pas sûr qu'elle arrive ! Il faut aller la susciter. Il y a ce que l'on appelle les leviers de la croissance. Les leviers de la croissance, c'est quoi ? C'est être plus compétitif que les autres, d'où le pacte que j'ai passé avec les entreprises. Trouver de la croissance, c'est être sur les meilleures filières, d'où les investissements que nous faisons. Trouver de la croissance, c'est avoir des secteurs du logement, de l'artisanat qui soient dynamiques. C'est pour cela que j'ai pris des mesures exceptionnelles. Et je continuerai ...

David PUJADAS

Après avoir relevé le taux de TVA sur le bâtiment ?

François HOLLANDE

Je n'ai rien relevé du tout !

David PUJADAS

De 7 à 10, les taux intermédiaires !

François HOLLANDE

Non, non ça c'était pour 2014 mais ceux qui ont relevé le taux de TVA sur le bâtiment, ce sont nos prédécesseurs qui l'ont passé de 5,5 à 7%. Moi, j'ai fait tout de suite ...

David PUJADAS

Enfin le bâtiment, il y a un plan pour le bâtiment ...

François HOLLANDE

Mais j'ai fait tout de suite baisser

David PUJADAS

...alors même qu'on relève ensuite le taux de TVA ...

François HOLLANDE

J'ai fait tout de suite baisser la TVA sur le logement social à 5,5 et pour la rénovation thermique ; c'est-à-dire tout ce qui va contribuer à améliorer le logement, éviter la précarité énergétique. Je ferai une mesure spécifique. J'ai déjà annoncé 1 350 euros pour aider tous les particuliers en plus de tous les dispositifs fiscaux qui existent pour rénover leur logement sur le plan thermique. Sur la TVA, je regarderai très précisément ce sujet parce que je pense que cela peut être aussi un puissant levier pour l'artisanat et pour le bâtiment. Je vais donc continuer à développer ces moyens. Mais il faut utiliser tout ce que nous avons mis sur la table pour les uns comme pour les autres. C'est la même politique : marché du travail, compétitivité, emplois d'avenir, contrats de génération, filière industrielle, nous avons tous les éléments plus la formation professionnelle. Je suis aussi conscient du problème du pouvoir d'achat. Je n'attends pas la croissance ; je la crée !

David PUJADAS

Mais vous nous dites ce soir, à crise exceptionnelle, ces outils là son suffisants face à cette crise-là ?

François HOLLANDE

Ces outils sont même exceptionnels. Vous vous rendez compte : 20 milliards d'euros pour la compétitivité, une réforme du marché du travail, le contrat de génération qui va donner 4 000 euros à chaque employeur qui va garder un senior et qui va embaucher un jeune ; les emplois d'avenir (150 000 pour les collectivités locales et les associations qui vont prendre des jeunes qui sont sans qualification) ; la formation professionnelle que l'on va revoir. Je suis conscient du problème du pouvoir d'achat parce qu'on a eu les chiffres pour l'année 2012 avec des décisions prises durant cette période-là. Les Français manquent de pouvoir d'achat. Difficile de leur en donner mais encadrer les loyers, c'est leur donner du pouvoir d'achat ; baisser le prix du gaz autant qu'on le pourra, ce sont aussi des moyens pour le pouvoir d'achat ; lutter contre les frais bancaires – cela sera la loi bancaire, c'est la loi bancaire, elle vient d'être votée. Nous allons donc diminuer les frais bancaires, c'est du pouvoir d'achat.

David PUJADAS

Supprimer les exonérations sur les heures sup, ce n'était pas du pouvoir d'achat !

François HOLLANDE

Ce n'était pas du pouvoir d'achat et je l'ai fait parce que j'avais l'obligation de redresser les comptes publics. Cela ne m'a pas fait plaisir mais, en même temps, fallait-il encourager les heures supplémentaires quand il y a plus de 3 millions de chômeurs ? La question mérite d'être posée et donc je l'ai tranchée comme je vous le dis. Mais je me dis : aujourd'hui, il y a ce que l'on appelle la participation. Elle est bloquée cinq ans. Je propose qu'elle soit pour tous ceux - 4 millions de Français - qui en ont l'usage de ces accords de participation, qu'elle puisse être débloquée immédiatement sans pénalité fiscale ; c'est-à-dire tous ceux qui ont un accord de participation qui veulent jusqu'à 20 000 euros l'utiliser pour quelque achat que ce soit ...

David PUJADAS

Sans raison particulière ?

François HOLLANDE

Sans aucune raison.

David PUJADAS

S'ils le décident qu'ils puissent en disposer ?

François HOLLANDE

Pour acheter un bien, voiture ou tout autre, participer à un apport pour le logement, ils pourront le faire. Cela durera six mois. Cela permettra pendant ces six mois-là de débloquer une épargne pour l'affecter à la consommation. J'avance mais je veux surtout que les outils que nous avons mis en place soient pleinement utilisés et parce que je pense que grâce à cela, nous aurons de la croissance dès la fin de 2013.

David PUJADAS

Alors justement ...

François HOLLANDE

C'est l'engagement que je prends, pas simplement attendre la croissance. Aller trouver la croissance par nous-mêmes grâce à nos leviers.

David PUJADAS

Donc vous aviez dit : deux ans d'efforts et puis, on redistribue ce que l'on a gagné. Vous maintenez ce calendrier.

François HOLLANDE

Oui, deux ans pour redresser et trois ans pour nous dépasser ; parce que nous devons aller plus loin. Ce que je veux, ce n'est pas simplement remettre de l'ordre dans les comptes publics, dans l'état de nos entreprises. Ce que je veux, c'est que les Français se disent : est-ce qu'il y a un espoir ? Est-ce que l'on peut s'en sortir ? Est-ce qu'on peut être les meilleurs ? Parce que peut-être, j'ai dû attendre d'être chef de l'Etat pour m'en rendre compte ; je voyage, nous sommes regardés, nous la France, attendus, espérés. En Europe, par exemple, on n'en a pas beaucoup parlé ...

David PUJADAS

Alors allons-y sur l'Europe !

François HOLLANDE

Qu'est-ce qu'on attend de la France ? C'est qu'elle dise qu'il fallait bien sûr remettre de l'ordre dans la crise financière, qui s'était produite à cause de tous les dérèglements des banques et d'une finance non maîtrisée. C'est fait pour l'essentiel. Reste encore Chypre mais cela vient d'être réglé ; réglé avec des principes qui sont très importants, c'est-à-dire on ne fait pas payer les déposants jusqu'à 100 000 euros.

David PUJADAS

Vous pouvez préciser à ce propos ...

François HOLLANDE

C'est très important ...

David PUJADAS

...pour ceux qui nous regardent, est-ce que l'on va, est-ce que l'on risque de toucher à nos dépôts bancaires puisqu'il y a eu ce précédent chypriote même si finalement il a été retoqué ?

François HOLLANDE

Jamais ! Je peux être d'autant plus affirmatif que nous avons fait voter une loi bancaire et cette loi bancaire anticipe sur ce que doit être l'Europe. L'union bancaire, c'est-à-dire une supervision, on regarde les banques pour voir si elles ne font pas d'erreurs, si elles se comportent comme il convient. On peut intervenir lorsqu'il y a une difficulté ou une crise, c'est ce qu'on appelle la résolution. On peut même les recapitaliser sans qu'il en coûte quoi que ce soit à l'épargnant. Pourquoi ? Parce que dans la loi bancaire, comme cela sera dans le cas dans l'union bancaire, tous les dépôts jusqu'à 100 000 euros sont garantis.

David PUJADAS

Alors sur ...

François HOLLANDE

En France nous sommes totalement protégés.

David PUJADAS

Pas de crainte. Sur cette Europe-là, vous aviez dit ...

François HOLLANDE

Oui !

David PUJADAS

...monsieur le président, pendant la campagne, « Je vais réorienter l'Europe vers la croissance notamment avec cet ajout au traité européen. ». Presqu'un an après, l'Europe est plus que jamais dans l'austérité. Est-ce qu'il n'y a pas là une parole qui a été dite et qui n'est pas respectée ? Est-ce qu'il n'y avait pas là un engagement un peu léger ?

François HOLLANDE

Mais non ! Il y a eu un engagement et une traduction. Dès les premières semaines, premiers jours même de mon entrée en fonction, j'ai pu, avec les partenaires européens, faire voter ce pacte de croissance (120 milliards d'euros).

David PUJADAS

Mais comment se traduit-il aujourd'hui ?

François HOLLANDE

Je veille à chaque Conseil européen à ce que sa mise en œuvre soit effective.

David PUJADAS

On n'en voit pas beaucoup la couleur.

François HOLLANDE

Vous en verrez la couleur puisque la Banque européenne d'Investissement, qui va faire les prêts et va donc faire ce qui permettra de mettre de la croissance, a été recapitalisée. Nous avons mobilisé des fonds structurels mais cela prend toujours trop de temps et j'en ai assez du temps perdu. L'Europe, c'est ce qui nous permet d'être solidaires mais c'est tellement long dans les procédures que nous devons accélérer.

David PUJADAS

Vous le dites à qui ce soir ?

François HOLLANDE

Je le dis à tous nos partenaires et ils m'ont déjà entendu là-dessus. Nous devons aller plus vite y compris pour régler des problèmes comme Chypre ou autre ...

David PUJADAS

Et ils vous ont suivi ?

François HOLLANDE

...ou la Grèce.

David PUJADAS

Et ils vous ont suivi ?

François HOLLANDE

Oui c'est plus long ...

David PUJADAS

Est-ce que la France existe encore en Europe ?

François HOLLANDE

...parce que je ne suis pas tout seul. Le problème, c'est que je ne suis pas tout seul et avec beaucoup de gouvernements conservateurs mais je le fais.

David PUJADAS

Et surtout un gouvernement ; on a l'impression que c'est l'Allemagne qui dicte ses lois à l'Europe aujourd'hui.

François HOLLANDE

Mais l'Allemagne ...

David PUJADAS

Parfois avec les Pays-Bas comme sur Chypre ...

François HOLLANDE

Non ce n'est pas vrai.

David PUJADAS

...ou avec les Finlandais ? On a l'impression que la voix de la France n'est pas entendue.

François HOLLANDE

La voix de la France a été entendue sur le pacte de croissance ; elle a été entendue sur l'union bancaire, puisque c'est à notre initiative ; l'Allemagne l'a parfaitement admis. Nous avons pu aller vers ces règles-là qui nous protègent de la spéculation.

David PUJADAS

Pas sur le budget, pas sur l'austérité ?

François HOLLANDE

La taxe sur les transactions financières : nous l'avons introduite et les Allemands nous ont suivis. On est dans cette tension amicale avec l'Allemagne qui, comme vous le savez, madame MERKEL n'a pas les mêmes idées que moi mais nous avons une obligation tous les deux : faire que l'Europe puisse avancer. Nous avons maintenant un débat ...

David PUJADAS

Sur la rigueur.

François HOLLANDE

...sur la rigueur, pas la rigueur. Je vais appeler l'austérité, ce n'est pas la même chose. Que les pays européens soient dans l'obligation d'être rigoureux, j'en conviens parfaitement, la France en premier : être rigoureux.

David PUJADAS

Même si elle ne respecte pas ses objectifs ?

François HOLLANDE

Je vais vous dire pourquoi. Etre dans l'austérité, c'est condamner l'Europe non pas à être en récession, c'est la condamner à l'explosion ; parce que je vois ce qui se passe en Europe : les populismes montent, vous avez vu ce qui s'est produit en Italie ; des mouvements extrémistes, voire même néonazis en Grèce. Je vois aussi des égoïsmes nationaux – vous parliez du budget européen, je l'ai constaté sous mes yeux. La France s'en est plutôt bien tirée ; on a maintenu la politique agricole commune. J'ai maintenu les fonds pour les régions ; cela a été un marchandage où je me suis dit : « Mais où est l'intérêt européen ? Où est cette aventure ? J'ai donc cette obligation, parce que je suis le président de la France, de dire aux Européens – et je le fais devant vous comme je le fais devant eux et devant les Français –

aujourd'hui, prolonger l'austérité, c'est le risque de ne pas aboutir à réduire les déficits et la certitude d'avoir des gouvernements impopulaires dont les populistes ne feront qu'une bouchée le moment venu.

David PUJADAS

Mais qui vous entend ?

François HOLLANDE

Ceux qui sont concernés, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Belgique ; ils sont tous conscients qu'ils ont fait des efforts et il fallait qu'ils en fassent ...

David PUJADAS

Cela peut infléchir la position allemande ?

François HOLLANDE

La position allemande : elle est aussi consciente ; quand il n'y a pas de croissance en Europe, quand il y a une récession, l'Allemagne n'est pas prospère. Notre dernier trimestre de l'année 2012, nous avons fait moins 0,3 ; eux, ils ont fait moins 0,6. Ils sont donc entraînés par ce mouvement ...

David PUJADAS

Est-ce que pour autant ...

François HOLLANDE

Sauf que nous, on a une situation ...

David PUJADAS

...ils vont changer de position ?

François HOLLANDE

Il faut argumenter et je ne ferai pas une politique qui conduise l'Europe à l'austérité. On est devant ce choix : est-ce que l'on doit absolument atteindre nos objectifs dès 2013, les 3%. Ou est-ce que l'on peut faire que cet objectif soit reporté à 2014 ? Vous avez vu tous les efforts que l'on fait : économie, prélèvements qui ont été quand même ...

David PUJADAS

Conséquents.

François HOLLANDE

...sérieux. Je dis donc : nous n'atteindrons pas les 3% parce que, si je forçais l'allure, je casserais y compris l'espoir de retour de la croissance.

David PUJADAS

Et la Commission vous a dit « oui » ?

François HOLLANDE

La Commission, je vais discuter. Je ne vais pas du tout prétendre qu'elle va signer le papier que je vais lui présenter. Je vais argumenter et je pense que cette prise de conscience existe. Et c'est mon rôle, non pas simplement parce que je suis un président socialiste ; d'ailleurs, je ne suis maintenant plus président socialiste : je suis le président de tous les Français, président de la France. Mais parce que je suis justement le chef d'Etat français et que c'est le rôle de la France, tous les pays d'Europe me disent : « il faut que vous teniez ce langage, il n'y a que vous qui pouvez le faire » et madame MERKEL l'entend aussi, elle est consciente parce qu'elle est Européenne.

David PUJADAS

Cela ne se remarque pas beaucoup !

François HOLLANDE

Je suis Européen. C'est parce que je suis Européen que je ne veux pas que l'Europe soit la maison de redressement. Je suis pour le redressement, pas pour la maison de redressement.

David PUJADAS

Une défaite d'Angela MERKEL ferait vos affaires en octobre prochain ?

François HOLLANDE

Non, je ne me mêle pas des affaires électorales des autres, ce que d'ailleurs j'ai demandé dans la campagne précédente. Qu'on ne se mêle pas des affaires de la France ...

David PUJADAS

Cela n'a pas été tout à fait entendu d'ailleurs la dernière fois !

François HOLLANDE

Je ne vais donc pas faire à d'autres ce que d'autres m'ont fait.

David PUJADAS

On parle du Mali. Question militaire, est-ce que l'essentiel de la reconquête du territoire est accomplie. Est-ce que vous avez ce soir un jour, une date à nous donner pour le début du retrait de l'armée française ?

François HOLLANDE

Oui, nous avons atteint nos objectifs. C'était quoi nos objectifs quand j'ai pris la décision au nom de la France ? C'était d'arrêter l'offensive terroriste. C'est fait ; cela s'est fait dans les premiers jours. C'était ensuite, deuxième objectif, reconquérir les villes qui avaient été occupées par les terroristes. C'est fait ; je suis allé moi-même en faire le constat.

David PUJADAS

On en voit des photos.

François HOLLANDE

Avec un accueil de la population qui nous confirmait bien ...

David PUJADAS

Qui vous a touché.

François HOLLANDE

Que nous étions des libérateurs.

David PUJADAS

Vous avez dit : « C'est peut-être le plus beau jour de ma vie politique ».

François HOLLANDE

Oui c'était pour la France, pas pour moi. La France qui était un pays colonial, qui retournait - on pouvait en faire des commentaires - dans un pays qu'il avait autrefois occupé. Cette France a été regardée comme le pays de la liberté, comme le pays de l'émancipation, comme le pays de la délivrance. Chaque Français doit en être fier. Et les soldats français doivent en être récompensés et remerciés. Nous avons atteint ce deuxième objectif : libérer les villes. Nous avons un troisième objectif : aller dans le réduit des terroristes, dans leur sanctuaire, dans des montages extrêmement difficiles d'accès. Là encore, nos soldats ont été exemplaires. Ils y sont allés à pied avec 45 degrés de température. J'ai suivi ces opérations...

David PUJADAS

Vous avez les yeux qui brillent quand vous en parlez.

François HOLLANDE

Oui, parce que je suis en admiration devant ce qui a été fait. Certains en sont morts. Nous avons eu cinq soldats qui ont été tués. On a eu plusieurs blessés dont certains graves. Ils sont allés chercher les terroristes, y compris le chef des terroristes tué par un bombardement effectué par l'armée française. Nous avons atteint, sauf, j'y reviendrais, nous n'avons pas pu retrouver nos otages. Nous allons donc continuer de ce point de vue-là à faire cette recherche. Vous me posez donc une question : quand est-ce que nous allons maintenant - puisque nous avons atteint nos objectifs - réduire notre format ? A la fin du mois d'avril, nous nous retirerons, nous sommes un peu plus de 4000 ; et au mois de juillet, il n'y aura plus que 2000 soldats français au Mali, dans le cadre sans doute d'une opération de maintien de la paix de l'ONU. A la fin de l'année, un millier de Français seulement seront présents. Cela en bonne intelligence avec le gouvernement malien, mais nous aurons toujours des forces pré positionnées pour intervenir si c'était nécessaire.

David PUJADAS

Alors un succès militaire, mais une grosse incertitude politique : est-ce que la France va se trouver de fait engagée dans la construction d'une nation malienne parce que, pour l'instant, le gouvernement malien n'est pas légitime ; il est issu d'un coup d'Etat. Il y aura des élections. Est-ce que la France travaille, par exemple - ce n'est pas très politiquement correct de le dire mais est-ce que c'est le cas - à trouver des candidats à la présidence malienne qui pourraient être élus et à refaire que ce pays puisse avoir son unité notamment entre les Touaregs et les ethnies, entre guillemets, majoritaires ?

François HOLLANDE

Non, le temps où la France désignait des chefs d'Etat en Afrique est révolu.

David PUJADAS

Vous ne ferez pas cela ? Vous ne serez pas obligé de le faire comme les Américains ont tenté de le faire en Afghanistan ?

François HOLLANDE

Ce n'est pas forcément la bonne manière ; mais il y aura des élections. En Afghanistan, il y a eu des élections d'ailleurs. Mais nous voulons qu'il y ait des élections au Mali à la fin du mois de juillet. Nous serons intraitables là-dessus. Deuxièmement, il faut qu'il y ait ce dialogue avec toutes les composantes de la société malienne.

David PUJADAS

Qui est à la source de ce conflit pour une grande part...

François HOLLANDE

Au départ, cela a été un prétexte et ensuite les Djihadistes terroristes s'y sont engouffrés ; mais il faut régler les problèmes qui remontent à loin au Mali. C'est une affaire entre Maliens. La France y contribuera, mais avec les Nations Unies, avec les pays africains. Les pays européens continueront d'ailleurs de former les troupes maliennes pour assurer la sécurité du territoire. Nous avons un objectif : libérer le Mali avec le souci de maintenir, et surtout, de réinstaller la démocratie. Après c'est une affaire entre africains.

David PUJADAS

Les otages, vous avez dit aux familles - paraît-il - : « la France ne paiera plus, la France ne paie plus pour les otages ». C'est la vérité ?

François HOLLANDE

La politique de la France est qu'il n'y a pas de versement de rançon.

David PUJADAS

Officiellement ces dernières années, et on savait qu'on se débrouillait pour qu'il y ait le versement d'une rançon.

François HOLLANDE

J'ai dit aux familles - et je comprends qu'elles en aient été émues et affectées - : « Comment pourriez-vous comprendre que, au moment où nous sommes en guerre contre les terroristes, nous leur verserions des sommes d'argent pour qu'ils achètent des armes contre nos propres soldats ? ». Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de contact ; cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de négociation ; cela ne veut pas dire qu'on ne cherchera pas une solution. Mais, aujourd'hui, il ne peut pas y avoir de versement de quelque rançon que ce soit. Je vous l'ai dit, dans le passé, il n'y en a pas eues.

David PUJADAS

Est-ce que vous pouvez confirmer la mort de Philippe VERDON ?

François HOLLANDE

Je ne peux pas la confirmer, je n'ai pas la preuve. Le ministre Laurent FABIUS s'est entretenu avec la famille, nous avons, hélas, des éléments qui nous conduisent à penser qu'il pourrait être mort. Vous vous rendez compte, tant qu'on n'en est pas sûr, il y a toujours un fil. Tout ce que nous avons eu comme interception, comme renseignement, nous laisse plutôt penser qu'il aurait été tué.

David PUJADAS

Est-ce que vous avez des preuves de vie des autres otages et notamment de la famille avec quatre enfants enlevée au Cameroun, qui serait aujourd'hui au Nigéria ?

François HOLLANDE

Oui, nous avons des preuves de vie mais nous ne savons pas exactement où cette famille est retenue. Nous savons que c'est au Nigéria et nous cherchons tous les contacts qui nous permettent de pouvoir obtenir leur libération. Vous savez sur ces sujets là – je ne dis pas cela pour manquer au devoir d'information – moins on en dit, mieux on agit.

David PUJADAS

La Syrie, la France exprime son souhait de livrer des armes, une certaine catégorie d'armes aux rebelles. Même si l'Europe n'accepte pas, même si le reste de l'Europe n'accepte pas de lever l'embargo. Est-ce qu'il n'y a pas un danger à livrer des armes dont on ne sait pas si demain elles ne pourraient pas se trouver aux mains des Djihadistes. On dit : on peut marquer les armes. Est-ce que c'est vrai ?

François HOLLANDE

Aujourd'hui, il y a un embargo, nous le respectons. Cet embargo est violé par les Russes qui envoient des armes à Bachar El ASSAD. C'est un problème. Il y a eu près de cent mille morts en Syrie, avec une guerre civile qui se radicalisait, avec les Djihadistes qui saisissent cette opportunité pour porter des coups à Bachar El ASSAD mais en même temps prendre des marques pour la suite. Pour nous, il faut donc continuer la pression politique, militaire. Mais il faut aussi envoyer un message. Quel est-il ce message ? Il ne peut pas y avoir de livraisons d'armes à la fin de l'embargo, puisque c'est au mois de mai. S'il n'y a pas la certitude que ces armes seront utilisées par des opposants légitimes et coupées de toute emprise terroristes.

David PUJADAS

Est-ce qu'on peut l'avoir cette certitude ?

François HOLLANDE

Pour l'instant, nous ne l'avons pas. Nous ne le ferons donc pas tant que nous n'avons pas la certitude qu'il y a aujourd'hui un contrôle total de la situation par l'opposition. Il y a encore des incertitudes puisque l'opposition s'est relativement divisée ces derniers jours. Mais en même temps je voulais envoyer ce signal-là : il faut faire cette pression-là. Parce qu'on ne peut pas laisser un peuple être massacré sans réagir. A l'opposition de se structurer, de nous donner toute garantie. Aux Russes, de favoriser la négociation politique. A ce moment-là de permettre enfin le départ de Bachar El ASSAD.

David PUJADAS

On va essayer de conclure dans une dizaine de minutes. Il nous reste quelques sujets encore, sujets d'actualité. Le mariage homosexuel, est-ce que les manifestations qui se sont déroulées le week-end dernier - qui risquent de se dérouler encore - la détermination des manifestants d'une certaine manière et leur masse aussi pourraient changer votre décision ?

François HOLLANDE

Cette initiative législative sur le mariage pour tous n'est pas venue de nulle part. C'était d'abord ma conviction, mais pas simplement la mienne. C'était un engagement que j'avais pris. C'était une égalité pour tous, des droits qui étaient donnés à tous, sans qu'aucun droit ne soit repris à d'autres. Les couples hétérosexuels auront les mêmes droits : père, mère. Il n'y a rien de changé pour ces couples-là. C'était donc un principe d'égalité. C'est vrai que ces débats de société sont toujours extrêmement clivants...

David PUJADAS

Vous vous attendiez à une telle opposition ?

François HOLLANDE

Je me souviens du PACS, qui avait été aussi un moment très intense. Je me souvenais - même si j'étais plus jeune - de ce qu'avait été le débat sur l'interruption volontaire de grossesse. Je respecte ces contradictions qui existent dans la société française. Alors, qu'est-ce que je dois faire ? Je suis un président qui veut à la fois tenir mes engagements et, en même temps, qui a le souci de respecter et d'apaiser. Qu'est-ce que j'ai décidé avec le Parlement ? C'est qu'il n'y avait, dans le texte, que le mariage pour tous et l'adoption dans certaines conditions. C'est tout. Je le redis ici, la PMA, la procréation médicale assistée - pour des couples d'ailleurs qui ne sont pas nécessairement homosexuels - ce n'est pas dans le texte. C'est renvoyé au Comité national d'éthique, qui va donner un avis à la fin de l'année. Cette question-là n'est donc pas intégrée dans le texte.

David PUJADAS

S'il dit non, le Comité d'éthique, vous ne ferez pas la PMA ?

François HOLLANDE

Je respecterai ce que dira le Comité national d'éthique.

David PUJADAS

S'il dit oui, vous la ferez ?

François HOLLANDE

Je verrai son avis, je ne vais pas préjuger. En tout cas, ce n'est pas dans le texte. Quand on laisse donc penser qu'il pourrait y avoir subrepticement cette disposition, ce n'est pas vrai. De la même manière, comme je vous l'ai dit, que père et mère, c'est toujours dans le Code civil. Ensuite, il y a eu la gestation pour autrui, les mères porteuses. Cela restera interdit en France, tant que je serai président de la République. Voilà ce qui peut donc permettre - non pas de nous mettre d'accord, je comprends qu'il y a cette opposition, qu'elle correspond à des visions spirituelles que je respecte - mais il y a un moment où il faut aussi accepter la légitimité du Parlement et du suffrage, avec le souci de trouver les apaisements nécessaires.

David PUJADAS

La délinquance, on a senti qu'il y avait peut-être une certaine incertitude sur la suppression des peines-plancher pour les récidivistes, c'est-à-dire ce minimum de condamnation auquel s'exposent ceux qui récidivent. Est-ce que vous confirmez, ce soir, que ces peines-plancher seront bien supprimées ?

François HOLLANDE

Elles seront supprimées, mais quand on aura trouvé un dispositif qui permet d'éviter la récidive.

David PUJADAS

Vous l'avez trouvé ?

François HOLLANDE

Oui, on va le trouver, bien sûr ! Parce que l'objectif, c'est de traiter le problème !

David PUJADAS

Mais ce n'est pas pour tout de suite !

François HOLLANDE

Il faut qu'on ait tous les moyens pour le faire ! Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui ? Aujourd'hui, il y a des personnes qui sont en prison parce qu'elles ont fait un certain nombre d'infractions et, automatiquement, se retrouvent en prison. Ce n'est pas forcément là où ces personnes devraient être. On devrait même plutôt les en prémunir. Et puis, d'autres, qui devraient être en prison, qui ne sont pas jugés, qui ne sont pas suivis et qui commettent des actes de délinquance. Nous allons donc avoir des dispositions qui permettront de traiter la récidive ; pour que, justement, elle ne soit pas un risque pour la population. Parce que ce qui est insupportable pour nos compatriotes, qui subissent une violence ; de voir que celui ou ceux qui les ont attaqués, qui les ont agressés soient encore en liberté, même pas en prison, en liberté, ou reviennent dans n'importe quelle condition, non suivis ! Cela, ce sera terminé.

David PUJADAS

En ce qui concerne la laïcité, la Cour de cassation a rendu sa décision sur l'affaire Baby Loup. Est-ce que vous êtes favorable à une loi qui règlementerait strictement le port des signes religieux, le port apparent, l'expression de signes religieux pour certaines catégories d'entreprises, notamment celles qui sont en contact avec le public ou les enfants ?

François HOLLANDE

Là aussi, soyons précis. Pour l'affaire de la crèche dite Baby Loup, il s'agit d'une crèche associative, avec des financements publics et où l'employée avait un signe religieux.

David PUJADAS

Un voile.

François HOLLANDE

Cette crèche ne voulait pas - elle l'avait traduit dans son règlement intérieur - qu'il y ait ce signe religieux. La Cour de cassation a donc annulé le licenciement. Je comprends que ce problème puisse se poser. Dès lors qu'il y a contact avec les enfants, dans ce qu'on appelle le service public de la petite enfance, une crèche associative, pas une crèche privée avec des règles spécifiques et avec des financements publics, il doit y avoir une certaine similitude par rapport à ce qui existe dans l'école.

David PUJADAS

Il faut un texte de loi.

François HOLLANDE

Je pense que la loi doit intervenir. Le défenseur des droits, Dominique BAUDIS, a d'ailleurs saisi le Premier ministre sur cette nécessité. Ce que je veux, c'est que la loi et les principes ne couvrent pas tout. Il ne s'agit pas tout couvrir. Il s'agit de regarder ce problème en particulier ; la petite enfance, l'accueil des enfants dans les crèches est un service public. Il faut donc que nous posions des règles et il faut que ce soit un consensus.

David PUJADAS

Ce ne sera pas une loi contre l'islam, elles sont souvent prises comme tel...

François HOLLANDE

Non... bien sûr... Si on fait une loi générale, ce sera regardé effectivement dans tous les domaines ; dans des entreprises où il n'y a pas nécessité à avoir un règlement intérieur qui interdise un signe religieux, quel qu'il soit. Mais là où il y a contact avec le public, mission d'intérêt général, en l'occurrence mission de service public, il doit y avoir une règle. Comme je veux le consensus - parce que je crois que c'est notre intérêt justement pour que personne ne se sente discriminé ou lésé ou atteint - je souhaite que ce ne soit pas un débat politique ; que nous puissions trouver un texte qui fasse consensus. Je demanderai donc au Premier ministre, avec le défenseur des droits, de réunir les groupes parlementaires pour qu'un texte puisse être voté, y compris avec une commission qui en définira les moyens.

David PUJADAS

Dernier point et cela nous amène à la politique : le cumul des mandats. C'était une de vos promesses, un marqueur de votre programme. La loi se fait attendre. Est-ce que cette loi sur l'interdiction du cumul des mandats a une chance de voir le jour avant la fin de votre quinquennat ?

François HOLLANDE

La semaine prochaine, au Conseil des ministres, il y aura l'inscription de ce projet de loi de non cumul des mandats. Cela veut dire que les députés et les sénateurs ne pourront plus cumuler cette fonction avec la qualité de maire, président de conseil général, président de conseil régional et même d'exécutif local. Cela se fera avant la fin de mon mandat. C'est une réforme qui était attendue, qui n'est pas punitive, qui vise au contraire à renouveler, à aérer - je pense que les Français y sont très attachés. Ce sera donc la semaine prochaine en Conseil des ministres, au Parlement le plus vite possible et appliqué avant la fin du mandat.

David PUJADAS

Appliqué avant la fin du mandat. La démission de Jérôme CAHUZAC a sans doute été un coup dur pour vous et pour le gouvernement. Est-ce que vous maintenez votre estime à Jérôme CAHUZAC ou que vous estimez d'une certaine manière avoir été mal informé ?

François HOLLANDE

Je fais confiance en sa parole. Quand il y a eu les premières révélations, il m'a dit qu'il n'avait pas de compte, il l'a d'ailleurs répété devant l'Assemblée nationale. Maintenant, un juge est saisi, plusieurs d'ailleurs et en principe - je le redirai pour toute autre affaire - c'est l'indépendance de la justice et la présomption d'innocence.

David PUJADAS

Pourquoi, dans ce cas-là, avez-vous accepté sa démission ?

François HOLLANDE

Parce que j'ai considéré que, dès lors qu'il y avait une procédure judiciaire, il n'était pas possible qu'un membre du gouvernement puisse être soumis à quelque influence que ce soit, donc soumis à une convocation chez un juge. C'était l'exemplarité que je voulais réaffirmer, chaque fois qu'il y a un membre du gouvernement qui est dans une procédure, il n'est plus membre du gouvernement.

David PUJADAS

Cela vous a heurté, cela vous a troublé, vous qui défendiez « la République irréprochable » ?

François HOLLANDE

Je ne peux pas préjuger. Je n'ai pas d'ailleurs dit qu'il partait parce qu'il était coupable. Ce sera à la justice de le dire. Mais ce que j'avais déterminé, et ce n'est pas la jurisprudence précédente, ce n'est pas ce qu'on appelait la jurisprudence du mis en examen, il n'est pas mis en examen, Jérôme CAHUZAC. Mais dès lors qu'il y a une procédure, il ne pouvait plus rester au gouvernement.

David PUJADAS

La mise en examen de Nicolas SARKOZY, c'est une bonne nouvelle pour vous ?

François HOLLANDE

Pourquoi j'aurai un jugement à porter ? Ce serait d'ailleurs inqualifiable comme président de la République !

David PUJADAS

C'est un concurrent potentiel ?

François HOLLANDE

D'abord, il y a la présomption d'innocence, Nicolas SARKOZY est présumé innocent. Pas parce qu'il a été président de la République ou qu'il pourrait, demain, je ne sais pas, être de nouveau candidat - c'est à lui de le dire, le moment venu d'ailleurs – que, pour autant, il devrait être accusé, avant même qu'un juge ait prononcé un verdict. Il est mis en examen, il est présumé innocent. Le deuxième principe, c'est que les juges doivent être respectés pour leur indépendance.

David PUJADAS

On ne peut pas critiquer une décision de justice ?

François HOLLANDE

J'en suis moi-même le garant comme chef de l'Etat. Je suis garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire. Chaque fois que quiconque met en cause un magistrat, je suis moi-même, en tant qu'institution, d'une certaine façon obligé d'agir. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à la garde des Sceaux de saisir le Conseil supérieur de la magistrature par rapport à des propos qui avaient été tenus à l'égard du juge GENTIL. Car, je ne peux pas accepter, quelle que soit la personne qui est mise en cause ou mise en examen, qu'un juge puisse être suspecté.

David PUJADAS

Mais l'un de vos ministres a mis en cause une décision judiciaire lui-même, Manuel VALLS, lorsqu'il a critiqué la décision dont on parlait à l'instant, de la Cour de cassation sur l'affaire Baby Loup.

François HOLLANDE

Mais il peut dire : « Je regrette cette décision de la Cour de cassation ». Il n'a pas accusé un juge. Moi aussi, quand j'ai une décision, je ne peux pas la contester, quand le Conseil constitutionnel dit il ne faut pas procéder ainsi. Le Conseil constitutionnel s'impose à tous les pouvoirs publics, y compris à moi-même. On est dans un Etat de droit. On peut donc dire : « J'aurais préféré qu'il fasse une autre conclusion », mais je dois la respecter. En aucune façon, un juge - cela vaut pour toutes les affaires - ne doit être mis en cause personnellement. Alors, s'il a commis une faute, le juge, d'abord, il y a les voies de recours, y compris pour une procédure d'instruction. Et s'il a commis une faute lourde, il peut même

être traduit de manière disciplinaire devant le Conseil supérieur de la magistrature. Je pense que les juges doivent être responsables, mais devant l'instance, la seule, qui est le Conseil supérieur de la magistrature.

David PUJADAS

On approche de la fin de cette émission et je vous repose la question que je vous posais au départ, puisque vous ne m'avez pas répondu sur ceux qui s'interrogent sur votre autorité. Je vous la repose d'une manière différente. Il y a eu beaucoup de couacs, on a parlé de couacs au sein du gouvernement, des ministres qui ont exprimé des positions qui n'étaient pas celles du chef du gouvernement ou de vous-même. Est-ce qu'il n'aurait pas fallu faire respecter l'unité de la parole du gouvernement et prendre des sanctions ? Est-ce que ce n'est pas votre autorité, là, qui est en jeu ?

François HOLLANDE

Un gouvernement, c'est une équipe et il y a toujours des voix qui parfois peuvent être discordantes ; non pas parce qu'il y a des pensées différentes, mais, parfois, parce qu'il y a des expressions qui ne sont pas forcément heureuses. Je l'ai dit aux ministres, c'est trop dur pour les Français, vous ne pouvez pas vous permettre...

David PUJADAS

Mais ils continuent !

François HOLLANDE

Non ! Il n'y en a pas eu depuis un certain nombre de semaines !

David PUJADAS

Depuis quelques jours !

François HOLLANDE

Vous ne pouvez pas - cela vaut pour moi aussi - quand c'est dur pour les Français, commettre la moindre erreur, la moindre imprudence, la moindre expression malheureuse.

David PUJADAS

Le prochain, vous lui direz « dehors » ?

François HOLLANDE

Oui, mais il comprendra très vite ! D'ailleurs, ce que je dis est une forme d'avertissement, c'est trop dur pour les Français. Pour ce qui me concerne, vous dites la décision. J'en ai pris beaucoup de décisions ces dernières semaines, ces derniers mois, depuis que je suis là.

David PUJADAS

Vous savez ce qu'on dit : « c'est un chef pour le Mali, ce n'est pas forcément un chef pour le chômage ».

François HOLLANDE

Pour le chômage ? Je ne veux pas être jugé sur le Mali ! Les Français ne vont pas voter dans les prochains mois ou dans les prochaines années sur la politique internationale ! Cela compte, mais ce n'est pas là-dessus que je serai jugé. Je serai jugé sur un seul critère : est-ce que j'ai fait réussir la France ? Est-ce que je lui ai permis d'avancer ? Est-ce que je lui ai donné confiance en elle-même ? Est-ce que j'ai pu valoriser ses atouts ? Est-ce que j'ai pu faire diminuer le chômage ? Si je ne l'ai pas fait, je connais la sanction. Qu'est-ce que je veux laisser comme trace ? Ne pas laisser une trace de celui qui a voulu durer, qui a voulu prolonger. J'ai 58 ans. Ma vie, c'est maintenant qu'elle se traduit sur le plan politique. Je veux réussir, pas moi-même, je veux faire réussir mon pays.

David PUJADAS

Vous les entendez, ces doutes, sur vous-même, sur votre autorité ? Vous avez entendu hier un député socialiste : « Quand on est président, on n'est pas conseiller général, on change de braquet. » Ça vous touche ? Vous l'entendez ?

François HOLLANDE

Pour être arrivé là où je suis, j'en ai essuyé des coups. J'en ai enduré des attaques. J'ai le cuir solide et j'ai les nerfs tout à fait froids, le sang-froid. Mes nerfs ne sont pas à vif. Parce que si je veux réussir, faire réussir la France, je ne dois pas être, au premier avis de tempête, en train de savoir comment je vais changer de cap ou comment je vais pouvoir tirer un bord.

David PUJADAS

Non, mais tenir un discours peut-être à la Winston CHURCHILL, disent certains, « du sang et des larmes » !

François HOLLANDE

Mais pourquoi allez faire du « sang et des larmes » ? Il faut donner espoir, au contraire ! C'est ce que je considère pour la France. La France a des atouts, on parlait de la fécondité, de la natalité, mais pas seulement ! Elle a des chercheurs, on connaît des Prix Nobel, qui ont été encore récemment distingués ! Des innovateurs, des entrepreneurs qui font des choses formidables ! Des salariés qui se dévouent !

David PUJADAS

Donc, vous restez optimiste !

François HOLLANDE

Je ne suis pas optimiste au sens : « Tout irait bien, il n'y a plus qu'à laisser faire » ! Au contraire, je dis : Quelle est ma responsabilité ? Ce n'est pas de tout faire, pas de faire à la place des entrepreneurs, à la place des salariés, à la place même des ministres ou du Parlement. Ce que j'ai à faire, c'est à mobiliser le pays. Vous dites « chef de guerre ». Je ne suis pas en guerre, on est en bataille. Je suis en ordre de bataille. Je suis le chef de cette bataille. Ceux qui sont dans les arrières-gardes pour regarder comment se déploient les forces, cela ne m'intéresse pas. Qu'ils restent comme spectateurs. Je ne suis pas spectateur, je ne suis pas commentateur de ma propre action. J'avance, j'avance, non pas pour partir dans je ne sais quelle direction, parce que j'ai ce cap. Ce cap, je vous l'ai dit, c'est la croissance. La croissance doit revenir parce que c'est une condition essentielle de la cohésion sociale, de retour vers l'emploi et aussi de la confiance du pays en lui-même, notamment de sa jeunesse. J'ai fait toute la campagne sur la jeunesse, on fait des choses sur l'éducation, sur les emplois d'avenir, etc. Ce que je veux, c'est que, au terme de mon mandat, la jeunesse ait pu avoir des chances supplémentaires, que la France en ait été investie.

David PUJADAS

Encore un mot là-dessus, ce qu'on appelle le « HOLLANDE bashing », vous le voyez, la Une des hebdomadaires, les journaux, les critiques, ça vous touche, vous vous dites : « Je ne m'attendais pas à une telle violence » ou vous considérez que c'est le jeu démocratique normal ?

François HOLLANDE

Je pense que c'est le jeu démocratique. Je connais les humeurs et les modes et j'ai suffisamment d'expérience pour ne pas en être affecté. Comme je vous l'ai dit, je sais ce que je veux faire. Je sais ce que je décide et je sais où on va arriver, c'est-à-dire à la réussite. Alors, je laisse faire, je laisse dire. Ce qui comptera, c'est d'être jugé sur les résultats. On n'est pas jugé sur des discours. On est jugé sur des résultats. Des critiques, on m'en a toujours fait !

David PUJADAS

Là, on les entend particulièrement !

François HOLLANDE

Oui, oui, mais je les connais, c'est les mêmes ! Cela ne m'a jamais empêché d'atteindre mon objectif.

David PUJADAS

Est-ce que le hollandisme existe ? Est-ce qu'il est en train de s'écrire ?

François HOLLANDE

Oui, d'une certaine façon, ce n'est pas à moi de l'écrire. C'est à d'autres de le comprendre. C'est quoi ce que je veux faire ? C'est d'être exigeant, c'est-à-dire d'être capable de tirer au plus haut le pays et en même temps d'être dans l'apaisement. Je trouve que, en ce moment, il y a une radicalité ; il y a une

montée des excès ; il y a une violence, qu'on constate dans la rue, mais qu'on constate aussi dans l'expression. Je ne veux pas de cette République. Ma République doit être exemplaire et apaisée. Si je veux réussir à aller le plus loin possible, le plus haut possible avec la France, il faut aussi permettre ce rassemblement, cet apaisement, cette réconciliation. Bien sûr qu'une partie du pays ne m'apprécie pas, pour des raisons politiques. Et alors ! Moi, j'aime tous les Français. Je veux les emmener vers la réussite et j'aurai besoin de tous. Mais pour cela, et c'est le rôle du président de la République, il faut fédérer.

David PUJADAS

Merci, Monsieur le Président, d'avoir été notre invité...

François HOLLANDE

Merci à vous ! Pardon d'avoir été aussi long !

David PUJADAS

C'est de ma responsabilité, surtout, mais c'est vrai qu'il y avait beaucoup de thèmes et cela valait un peu la peine de déborder par rapport au temps que nous avions annoncé. On avait annoncé une heure...

François HOLLANDE

Au moins, aucune question n'est restée sans réponse.

David PUJADAS

Je l'espère. Certaines peut-être, mais j'espère qu'on aura aussi l'occasion d'en reparler. Merci encore de nous avoir accordé cet entretien.

François HOLLANDE

A bientôt !

Merci.

David PUJADAS

Merci. Bonsoir.